

Les efforts déployés par le Canada visent prioritairement à améliorer l'accès aux services financiers officiels par les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces services contribuent à multiplier les débouchés et à réduire la vulnérabilité. Ils aident les gens à réaliser des économies et à obtenir des fonds pour développer leurs entreprises, investir dans leurs familles et dans des possibilités éducatives, et faire face à des urgences.

LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET L'INCLUSION FINANCIÈRE

L'adoption de mécanismes de financement novateurs peut contribuer à améliorer l'accès des micro, petites et moyennes entreprises, notamment celles des femmes, à des fonds.

Au moyen du Nouveau partenariat pour l'investissement d'impact durable dans les marchés frontières, le Canada utilise l'ADO pour assurer une protection de premier niveau contre les pertes grâce à un fonds d'investissement à l'intention des petites et moyennes entreprises. Ce projet a débuté en 2013 et doit s'étaler jusqu'en 2028. La protection de premier niveau est une garantie ou une promesse d'assurance partielle si l'investisseur subit des pertes financières jusqu'à un montant déterminé.

En atténuant le risque pour d'autres investisseurs, ce projet a mobilisé des fonds des secteurs tant privé que public et aidé le fonds à atteindre 150 millions de dollars US. Le fonds appuie des services dans des pays en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Il a investi dans 93 PME, entraînant la création de plus de 13 330 emplois (dont 6 360 sont occupés par des femmes). En plus d'assurer une protection de premier niveau, le Canada a aussi aidé les PME à adopter des pratiques commerciales responsables comme l'intégration de considérations liées aux questions de genre dans les politiques de dotation en personnel.

Depuis 2014, l'assistance apportée par Développement international Desjardins a aidé plus de 11 600 femmes entrepreneures à obtenir des prêts auprès de cinq centres financiers aux entrepreneurs en Afrique et en Amérique latine. Ces femmes ont reçu des prêts de 8 700 \$ en moyenne. Par exemple, en 2016-2017, le nombre de femmes clientes a quadruplé au centre financier en Tunisie. Au nombre des 756 clients, 233 sont maintenant des femmes. Les prêts consentis aux femmes et aux hommes totalisaient 3,1 millions de dollars à la fin de 2016 — une augmentation de 400 % depuis 2015.

Depuis 2011, le CRDI a investi dans la recherche afin de trouver des solutions novatrices pour favoriser l'inclusion financière des plus vulnérables. Un partenariat avec l'Alliance for Financial Inclusion, un réseau mondial, vise à renforcer les politiques et les règlements afin de mettre en place des solutions adaptées pour l'inclusion financière des plus vulnérables — en particulier les femmes. L'Alliance est détenue et dirigée par des organismes décisionnaires et de réglementation de près

de 100 pays en développement où vivent 85 % des personnes dans le monde qui n'ont pas accès à des services bancaires.

En novembre 2016, l'Alliance a lancé la Financial Inclusion Initiative for Latin America and the Caribbean, avec l'aide du CRDI. Cette initiative encourage la croissance inclusive et durable et la réduction de la pauvreté par l'adoption de politiques d'inclusion financière durable dans la région. Elle favorisera le développement de nouvelles connaissances dans des secteurs de politique, notamment l'inclusion des femmes et l'inclusion financière, les services financiers électroniques et la littératie financière. En fin de compte, elle permettra à de nombreuses institutions membres de l'Alliance de concevoir, d'adopter et de mettre en œuvre des politiques visant à améliorer les moyens de subsistance de millions de personnes mal desservies sur le plan financier partout dans le monde.

L'AGRICULTURE ET LA RÉSILIENCE RURALE

En 2016, le Canada a appuyé l'agriculture et la résilience rurale partout dans le monde, entraînant des retombées considérables, notamment :

- l'amélioration de 2 417 000 hectares de terres par l'irrigation, le drainage et la gestion des crues;
- l'introduction de nouvelles technologies agricoles comme des techniques améliorées d'irrigation et d'économie d'eau souterraine auprès de 597 900 personnes;
- le renforcement des capacités commerciales, favorisant ainsi une augmentation en volume de 1 254 000 tonnes métriques par an du commerce transfrontalier de marchandises.

L'appui du Canada a aussi contribué à la formation d'environ 17 000 employés de recherche et de vulgarisation. Il a également permis à 2 168 000 personnes d'ouvrir un compte de prêt de microcrédit, parmi lesquelles 1 519 000 — soit plus des deux tiers — étaient des femmes.

Dans de nombreux pays africains, l'aviculture et la pisciculture figurent parmi les entreprises agricoles qui connaissent la croissance la plus rapide. L'apport de protéines aux volailles et poissons représente 60 % à 70 % des coûts de la production et peut intensifier les pressions exercées sur les ressources. En 2016-2017, en collaboration avec des entreprises de fabrication d'aliments pour animaux et une entreprise d'élevage d'insectes, le CRDI a appuyé un projet intitulé Intégration d'insectes aux aliments pour la volaille et le poisson en Afrique subsaharienne. Ce projet a permis de démontrer la faisabilité de l'utilisation d'insectes pour l'alimentation plutôt que le soja et la farine de poisson. Ce changement contribuera à réduire les coûts des petits éleveurs et fera en sorte que des cultures utilisées pour nourrir les animaux servent plutôt à la consommation humaine. Ce modèle rentable et durable comporte également des possibilités de création d'emplois et de génération de revenus.